

L'expérience historique des Bourses du travail

*« Changeons, changeons ! Changer le pansement, ce n'est rien.
Mais penser le changement, ça c'est bien ! »*

Chanson de rue à Montpellier.

Rémy : Alors Geo, tu vas voter au 2^e tour des élections présidentielles ?

Moi : À priori non. Mais pourquoi cette question ?

Rémy : C'est facile de se cantonner dans l'abstention, c'est une tradition chez les anars, hein ? Plus ! Un dogme ! Depuis que je les fréquente, quelle que soit l'élection, ils s'abstiennent !

Moi : Ce que tu dis n'est pas faux. En fait, si notre position n'est pas comprise, c'est que ou bien nous ne savons pas l'expliquer, ou bien que nous nous sommes contentés pendant de longues années d'un certain rituel, sans plus, en utilisant les mêmes fonds de tiroir de la propagande ; ou encore que nous nous sommes bornés à justifier cette abstention par des considérations propres à l'individu, je veux dire morales ou philosophiques, alors que...

Rémy : Je connais assez vos analyses depuis vingt ans que je les entends, et moi-même j'ai peu pratiqué le vote, mais cette fois c'est pas pareil ! Ne pas voter, c'est grave ! C'est contribuer à laisser passer les fachos, et c'est aussi laisser les électeurs se mettre les mains dans la merde en votant Chirac pour mieux pousser un soupir de soulagement après la défaite de Le Pen... En cas de danger, il faut savoir prendre ses responsabilités tout de même ! C'est pas parce

qu'on utilise un outil de la démocratie qu'on lui donne par là même l'absolution. Rappelle-toi Coluche et son détournement des élections; en quelle année déjà?

Moi : Bon, OK! Il vaudrait mieux faire un débat à plusieurs, libertaires ou sympathisants, sur un problème qui me paraît simple :

– Soit le danger de voir Le Pen gagner les élections est réel, alors à titre de mesure d'urgence, n'ayant rien d'autre à lui opposer pour l'instant, le 5 mai j'irai voter nul, oui nul, car c'est trop me demander que d'aller voter Chirac;

– Soit ce danger n'est qu'illusion et alors nous laisserons la démocratie se pourrir elle-même, car qu'avons-nous à gagner à sa survie? Ce serait radicalement différent s'il s'agissait de sauver la République.

Rémy : OK, d'accord! Le mieux serait d'écrire des textes avec d'autres copains, puis ensuite de les confronter... Mais comme on n'a pas beaucoup de temps, ce serait plus simple et plus rapide de le faire sur le site de VAP (<http://www.chez.com/vap/forum/>), en envoyant copie au centre Ascaso-Durruti (<http://www.chez.com/ascasodurruti/>). Parce que nous avons l'habitude de nous rencontrer chaque 1^{er} mai, ce serait l'occasion d'en discuter de vive voix entre nous, après avoir pris connaissance de toutes les positions.

Gina (*qui vient d'arriver et qui a entendu la fin du dialogue*) : Ce serait très bien qu'il y ait un vrai débat sans engueulade ni exclusion, mais j'aimerais bien savoir une bonne fois pour toutes pourquoi, vous les anars, vous tenez toujours à vous singulariser? Je crois comprendre que c'est parce que vous êtes contre le pouvoir...

Moi : Il y a de ça. En fait, c'est une attitude ancienne, et c'est plus large que

l'opposition de principe au pouvoir. Je vais essayer de te l'expliquer mais il faut que je remonte à la source, c'est-à-dire que je fasse un rappel rapide de l'histoire du mouvement ouvrier, notamment de la Commune de Paris (1871), quitte à passer pour un « anachronique ». (Il aurait été utile de faire maintenant l'histoire des diverses révolutions se répétant sur près d'un siècle pour en faire ressortir les lignes de rupture, mais...)

Rappel des circonstances de l'époque

Comme le dit G. Sorel :

« À la fin de l'Ancien Régime, tout le monde semblait être d'accord sur le principe de la transformation qui allait s'opérer : après avoir été le fidèle de l'Église et le sujet du Roi, l'homme se sentait assez fort pour devenir citoyen... L'on voyait dans la doctrine qui résumait les principes essentiels d'un gouvernement ce qu'il y avait de plus important à connaître et à déterminer avec précision : formuler des Constitutions était le but de toutes les recherches des grands penseurs... Il est certain qu'on s'aperçut bientôt que tout cela ne conduisait pas à grand-chose.

Le Second Empire a souvent prétendu qu'il a réalisé tout ce que renfermait de réalisable les projets des réformateurs sociaux. Il tira notamment parti des doctrines enseignées sur le bon marché du crédit et des transports. »

Certes, si le début du règne de Napoléon III est une période prospère, les choses se gâtent dès 1859 où une crise économique amène à elle seule plusieurs conséquences. Elle met au chômage des prolétaires qui avaient bénéficié de l'emploi grâce au boom précédent (résultant principalement de la construction de lignes de chemin de fer conjointe à la

modernisation du système financier), elle induit une augmentation du coût de la vie.

Parallèlement, l'empereur mène une politique étrangère, sur la question de l'Italie, qui lui vaut à l'intérieur du pays l'inimitié des milieux catholiques « ultramontains ». Le pouvoir donne alors « un coup de barre à gauche », c'est-à-dire qu'à la fois il promulgue des lois anticléricales, libéralise son régime en accordant un droit d'adresse au Corps législatif et au Sénat, et donne des signes de bienveillance aux milieux ouvriers en finançant l'envoi de délégués à l'exposition universelle de Londres de 1862. Ces délégués sont élus par les organisations de métier qui renouent des liens de solidarité, effilochés par les poursuites policières et préfectorales des débuts du régime.

Le milieu ouvrier est en froid avec le parti républicain (la gauche non gouvernementale) auquel il reproche de ne pas se soucier de la condition et des intérêts de ses électeurs prolétaires. Il développe alors des sociétés de crédit mutuel et d'épargne, des coopératives de production et de consommation à but professionnel d'entraide (il s'agit de concurrencer les fabriques et ateliers patronaux); certains font même de la résistance syndicale, illégale, en créant des fonds d'aide aux grévistes. Car les grèves se multiplient sur les années 1861 à 67, et 1864 voit la création de l'Association internationale des travailleurs en même temps que la loi modifie les articles 414 à 416 du Code pénal. Profitant de la débâcle des guerres italienne et mexicaine, les ouvriers organisés demandent, après le droit de grève, le droit d'association syndicale dans la foulée d'une grève victorieuse des bronziers de Lyon; profitant de l'exposition universelle de Paris en 1867, une délégation émet des doléances (portant sur les

salaires, la liberté de coalition, les libertés d'expression et de réunion), et forme une Commission ouvrière qui siégera jusqu'en 1869. Se créent des chambres syndicales (70 à Paris, 40 à Lyon, 40 à Marseille) qui participent à la manifestation républicaine à Paris et obtiennent l'abrogation de l'article 1781 du Code civil instituant l'inégalité devant la justice entre le maître et l'ouvrier. C'est « la montée du péril rouge », naissance du premier syndicalisme révolutionnaire français.

L'an 1870, Napoléon III abdique de fait devant l'Assemblée, alliance entre des orléanistes libéraux et des républicains modérés ou encore entre bonapartistes parlementaristes et parlementaristes bonapartistes. La gauche de gouvernement a pris peur devant le renforcement républicain et l'agitation ouvrière; elle fait arrêter, sous prétexte de complot contre la vie de l'empereur, les principaux dirigeants de l'Internationale et dissout l'AIT. Le régime s'engage dans une nouvelle guerre, cette fois contre l'Allemagne, tombant les yeux fermés dans l'offense préméditée par Bismarck, ce qui fait bouillir de colère non seulement les bonapartistes belliqueux, mais aussi le Paris républicain, populaire et patriote. Guerre très vite perdue, comme l'on sait, dès septembre.

Seul Paris est vraiment révolutionnaire, l'extrême gauche étant une faible minorité qui, de plus, politiquement subit un fossé de générations entre les traditionalistes de 1793 et 1848 et les jeunes internationaux socialistes partisans d'une République démocratique et sociale. Bakounine :

« Il faut bien le reconnaître, la majorité des membres de la Commune n'étaient pas proprement socialistes, et, s'ils se sont montrés tels, c'est qu'ils ont été invinciblement entraînés par la force irrésistible des choses, par la nature de



Reinaldo : sculpture sur bois
Photo : Felipe Ferré



leur milieu, par les nécessités de leur position, et non par leur conviction intime. »

À l'annonce de la défaite, ce sera la foule des quartiers populaires, celle reléguée dans les faubourgs par les grands travaux de Haussmann, qui envahit le Corps législatif et pousse les députés républicains à former un gouvernement provisoire. Ce dernier demande l'élection d'une Assemblée nationale pour prononcer la déchéance de l'Empire, car il ne croit pas, sauf Gambetta, à une victoire possible contre l'armée prussienne.

Pendant ce temps, Thiers – et, avec lui, la clique des orléanistes, légitimistes, libéraux, conservateurs éclipsés du pouvoir lors du coup d'État du 2 décembre 1851 – ne perd pas de temps et fait le tour des cours européennes. Bismarck veut que la paix soit signée par un gouvernement régulièrement constitué. L'élection du 8 février est celle de la peur : les ruraux, majoritaires dans le pays et pour la plupart analphabètes, veulent la paix et élisent une majorité de conservateurs monarchistes défaitistes, désavouant ainsi Gambetta.

Paris, elle, refuse et veut la Révolution, y compris contre le reste de la France. Elle est devenue une « gigantesque et parasi-

taire excroissance qui se développe sur la France » (G. Duby), sa population approchant les 2 millions dont plus de la moitié sont des salariés organisés en métiers.

Thiers, qui a été nommé chef du pouvoir exécutif, lequel s'est prudemment replié à Versailles, va prononcer le siège de Paris et déclencher l'offensive militaire le 18 mars. L'armée de Thiers est repoussée à la butte Montmartre grâce à l'interposition des femmes.

Paris va donc subir ce siège jusqu'à la fin de mai, mais se rebelle et résiste : la Garde nationale qui craint une restauration comme en 1815, forme 250 bataillons qui se fédèrent et se donnent un organe directeur, le Comité central ; les révolutionnaires (internationaux, jacobins, radicaux) s'organisent en comités de vigilance qui s'uniront en Comité central des vingt arrondissements, lequel publie son programme : guerre à outrance, gouvernement républicain démocratique et social, organisation et distribution des subsistances à égalité par rationnement et réquisitions. Il a tenté de renverser le gouvernement provisoire, sentant bien que celui-ci veut capituler, une première fois le 31 octobre 1870, puis une deuxième le 22 janvier, en pure perte.

Voilà le Comité central de la Garde

(auquel le Comité central des vingt arrondissements s'est rallié) embarrassé de cette « victoire » qui se met à gérer les administrations et ministères désertés, à se chercher une légalité en parlementant avec les versaillais, à organiser des élections municipales pour garantir la République et des franchises municipales sérieuses, tout en énonçant son programme : séparation de l'Église et de l'État, instruction laïque gratuite et obligatoire (Vaillant ébauche un enseignement professionnel et technique), un moratoire pour les échéances des petits commerçants, l'annulation des quittances de loyer pour les locataires nécessiteux, la restitution gratuite des objets cédés au mont-de-piété.

Le 16 avril, il municipalise des ateliers abandonnés en confiant leur gestion à des coopératives formées par les chambres syndicales. Le 19 avril, il fait sa déclaration au peuple français (d'inspiration très proudhonienne). Que demande Paris ? L'autonomie absolue de la Commune, étendue à toutes les localités de France... Elle n'aura pour limite que le droit égal d'autonomie des autres communes adhérentes au contrat, l'association doit assurer l'unité française...

Toute résistance contre l'armée versaillaise est impossible et ce sera, fin mai, le massacre (30 000 morts), la condamnation des insurgés (10 000) dont la grosse majorité était des ouvriers d'industrie, du bâtiment, avec des minorités d'employés, de domestiques, de petits commerçants, mais surtout de petits artisans qui servirent de cadres à la Commune.

Ainsi finit la révolte de la classe ouvrière, ainsi la haine entre victimes et bourreaux fera que le socialisme à venir ne pourra être que révolutionnaire...

Les tendances socialistes

L'expérience historique des Bourses du travail

d'alors et leurs théories conflictuelles du futur

Pour schématiser, disons qu'à cette époque qui succède à la Commune de Paris, le mouvement socialiste n'était pas encore organisé en partis comme aujourd'hui. Pour autant, il y avait des tendances. Disons, pour rappeler celles d'aujourd'hui : **a.** socialiste, **b.** marxiste et **c.** anarchiste. Le conflit entre ces trois tendances pourrait se résumer ainsi :

a. Ne parlons pas des socialistes, ils tomberont très vite dans le « possibilisme », c'est-à-dire participeront à l'exercice du pouvoir républicain bourgeois en oubliant vite leur idéal.

b. Comme alternative à la société bourgeoise, les marxistes prônaient la prise de possession violente du pouvoir politique, quitte plus tard – disaient-ils – à laisser dépérir l'État, considéré comme l'institution suprême du pouvoir. Ils étaient donc favorables pour cela à une organisation structurée, un comité central l'administrant d'en haut ; ce comité concentrant tous les pouvoirs de décision, guidant d'une main de fer la classe ouvrière, supposée aliénée par ses conditions de travail, instaurant plus tard un communisme d'État par la force. Ils conservaient donc une inégalité de fait, sinon de droit entre citoyens de ce futur État.

c. Comme alternative à la société bourgeoise, les anarchistes d'alors qui se souvenaient de la révolution de 1789 – notamment de son mélange de réformes politiques et de terreur politique, (Danton supprime par la loi le droit aux sans-culottes de se réunir en assemblées permanentes) – prônaient la conquête de la responsabilité économique, non pas par une avant-garde éclairée, mais par les producteurs eux-mêmes.

Ils appliquaient ainsi au sens strict le mot d'ordre et préambule des statuts de

la Première Association internationale des travailleurs : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

En cela, ils suivaient les préceptes révolutionnaires de Bakounine :

« Jadis, lorsqu'on était républicain pour tout de bon, on recommandait à la démocratie la défiance. D'ailleurs, on n'avait même pas besoin de la lui conseiller : la démocratie est défiante par position, par nature et aussi par expérience historique ; car de tout temps elle a été la victime et la dupe des ambitieux, de tous les intrigants, classes et individus qui, sous le prétexte de la diriger et de la mener à bon port, l'ont éternellement exploitée et trompée. »

Ils mettaient également en acte les principes de Proudhon, notamment sa théorie du fédéralisme autogestionnaire. Résumer les constructions intellectuelles de ce titan du XIX^e siècle serait impossible, mais disons quelques mots pour en donner un aperçu succinct mais, on l'espère, explicite. Il combine tout d'abord un couple : une démocratie économique mutualiste à une autre démocratie politique fédérative. Pourquoi cette combinaison ? C'est la méthode de Proudhon qui, de sa propre observation, a tiré que le monde naturel est une dynamique de forces physiques de couples antagonistes et complémentaires, et que le monde social suit la même loi. Donc, pour lui, une méthode efficace de pensée et d'action serait de respecter la logique naturelle en suivant ses processus. C'est ainsi que le couple des deux démocraties, pour être fécond, doit s'opposer pour composer, différer pour dialoguer, se distinguer pour s'unir.

L'élément économique du couple est vu comme une société de production, autonome, pluraliste et solidaire. Autonome, en tant que se développant libre-

ment ; pluraliste, en tant que prenant en compte l'énorme diversité du réel ; dont la propriété est solidarisée par ses rapports sociaux internes, c'est-à-dire que l'entreprise de production appartient à égalité à tous ceux qui travaillent sans qu'ils aient le droit de vendre leurs parts. L'association volontaire de propriétés individuelles d'exploitation, en agriculture, liée à la même fédération de propriétés collectives, de l'industrie, finit nationalement – de chaîne en chaîne – par constituer une fédération agro-industrielle. Cette fédération équilibrée par un groupement d'unions de consommateurs (consommant des produits agro-industriels évidemment) génère le syndicat général de la production et de la consommation.

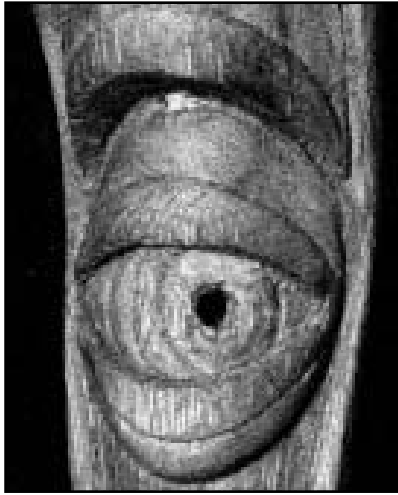
L'élément politique est vu comme un processus d'union entre communes, groupes de base, pour former une région s'auto-administrant. Plusieurs régions s'associant forment la République fédérale ou nation. Un groupement de nations formant une confédération.

La combinaison des deux éléments, économique et politique constitue l'organisation régionale socioprofessionnelle du suffrage universel, en deux chambres avec division des pouvoirs...

On peut voir que ce schéma structurel combine à la fois autonomie, solidarité, fédéralisme, transposition terme à terme du triptyque liberté, fraternité, égalité...

Toujours est-il qu'après la Commune de Paris et la féroce répression anti-ouvrière qui a marqué sa fin, les choses ont évolué pour les trois écoles socialistes que j'évoquais tout à l'heure. Deux blocs (fracture toujours existante et qui s'est rouverte à chaque convulsion de l'histoire) se sont pour ainsi dire formés lors d'un certain congrès, en 1880 au Havre, alors que la République est assurée par

de l'alternative des Bourses du travail



de nouvelles élections présidentielles et l'amnistie des communards prononcée.

Bloc des socialistes d'État d'un côté qui ont commencé par abandonner l'idée de Révolution par la violence et faite par les prolétaires pour les prolétaires, en s'engageant dans la lutte électorale pour la conquête du pouvoir politique, position de principe que leur chef Guesde avait préalablement définie avec Marx et Engels dans le *Programme minimum*.

Bloc des anarchistes de l'autre côté, qui ne voulant pas de la représentation du prolétariat aux corps élus se mettaient au service de la classe ouvrière et des déshérités pour les aider à réaliser leur émancipation, en s'engageant dans la lutte violente et illégale contre le pouvoir politique jusqu'à ce que certains en viennent à commettre des attentats, ce qu'ils appelèrent « propagande par le fait ».

Gina : Aïe, aïe, aïe ! C'est un truc qui vous colle à la peau, la violence, non ?

Mise en place

L'expérience historique des Bourses du travail

Moi : Attends, attends ! Ceci n'a duré qu'un temps bref, somme toute, quelques années à la fin du XIX^e siècle, une grande partie des anars, qui préféreraient se dénommer syndicalistes révolutionnaires, prenant les Bourses du travail et en faisant un outil formidable pour organiser les ouvriers. D'un simple organisme, créé par le Conseil municipal de Paris en 1886, pour concentrer les offres et les demandes de main d'œuvre, ils ont réussi à en faire, je dirais une alternative partielle à la société d'alors, limitée au champ économique. Ce n'était pas encore la Révolution globale dans tous les secteurs de la vie, ou l'alternative totale, mais la création d'un « État dans l'État », dixit Fernand Pelloutier. Il faut préciser que la conjoncture redevient favorable : les syndicats existent sur la base du métier et ne sont pas encore confédérés, ils sont corporatistes et réformistes (mais on a vu que des minorités agissantes avaient déjà tenté de créer des coopératives et des caisses de prévoyance), encore qu'ils vont évoluer pour deux raisons : des lois sociales, promises depuis longtemps, sur la protection des femmes et des enfants par réduction légale du temps de travail, vont s'appliquer et générer un « effet pervers ». En effet, les entreprises réagissent soit en diminuant immédiatement les salaires, soit par le lock-out, soit en étendant la commande de travail à domicile. Une nouvelle loi régleme illico le prix du travail, mais elle entraîne l'augmentation du coût de la vie. Ces événements amènent les syndiqués à un double renoncement : demander à l'État son aide, demander aux partis leur soutien ; ils avaient compris qu'il serait préférable de régler eux-mêmes leurs propres affaires et de rester unis dans le domaine

économique pour éviter les divisions des multiples options politiques. De plus, la période qui suit la guerre et la révolte de la Commune est bien sûr un temps de crise du marché du travail et voit la multiplication d'offices payantes de placement pour les ouvriers au chômage, forcés de nomadiser au hasard sur le territoire pour trouver à se louer.

C'est alors que Pelloutier, secrétaire des Bourses – lesquelles sont conçues comme un organisme émanant des syndicats, agissant grâce à leurs cotisations, mais ne se confondant pas avec eux (couple proudhonien) – va voir tout le parti que les libertaires peuvent en tirer en satisfaisant les besoins des travailleurs organisés. À quoi pense-t-il ? (Et on voit à la lumière des faits historiques précédemment rappelés d'où vient sa pensée.)

« Personne ne croit que la prochaine révolution réalise le communisme anarchique pur. Mais l'état transitoire à subir... ne peut-il consister en une organisation libertaire limitée exclusivement aux besoins de la production et de la consommation, toutes institutions politiques ayant disparu ? »

Structuration fonctionnelle des Bourses

Pour lors, les Bourses sont conçues comme une société de services en **quatre catégories**, 74 bourses intéressant en 1900 les 2/3 des syndiqués en France, soit environ 250 000 travailleurs des deux sexes.

La première catégorie est un service de mutualité. Celui-ci comprenait le placement gratuit, avantage majeur pour les ouvriers et moyen de recrutement puissant pour les Bourses ; il est en même temps le moyen de se défaire de la double concurrence du placement privé

ou du placement municipal. Il est aussi le moyen de remédier à l'instabilité de l'emploi, de réaliser l'unité avec d'autres syndiqués. Il se fait de Bourse à Bourse, par correspondance si les deux Bourses sont éloignées. Un service central, national, regroupe et complète les offres des offices locaux pour généraliser le système. Résultat : les Bourses arrivent à satisfaire la moitié des demandes ; en 1895, Marseille place 21 000 ouvriers dont 10 000 sur place.

Le secours de chômage préexistait mais ne donnait pas satisfaction, il est alors conçu comme le paiement d'une dette de solidarité des syndicats les uns envers les autres et comme le moyen de soustraire les chômeurs aux offres de travail au rabais. D'autres secours sont prévus, en argent ou plus souvent en nature aux chômeurs, mais aussi aux ouvriers de passage, car ceux-ci se déplaçaient pour vendre leur force de travail d'atelier en atelier, de ville en ville (exemple d'Angers distribuant 186 bons d'achat en 1896). Ils secouraient également d'autres travailleurs au moyen de caisses de maladie, d'accidents et complétaient les retraites, assuraient des prêts et aidaient jusqu'aux soldats, aux femmes en couche, aux veuves, que sais-je encore ? Pour éviter le parasitisme des trimardeurs professionnels, ce droit d'allocation est asservi à des devoirs : avoir cotisé trois mois (sauf si l'on est victime de chômage ou de maladie, ou sous les drapeaux) ; ne pas avoir quitté sa localité sans raison valable ; ne pas brûler une étape dans le parcours indiqué par l'organisation des Bourses. Exemple : Angers, Blois, Tours, Paris. Ne pas accepter de travail payé en dessous du tarif syndical ou d'un atelier mis à l'index par le syndicat. Et, pour gérer tout cela de façon efficace, ils avaient créé un Office national de statistiques et de placement, centralisant des

statistiques trimestriellement, sommant les secours pour égaliser les charges entre Bourses et établir de la sorte un quantum (moyenne de 15 % des ouvriers, chômeurs 90 jours par an.) Cet office permet dans les délais les plus brefs de procurer à chaque Bourse la main-d'œuvre qu'elle demande, de répartir les excédents de main-d'œuvre d'une localité sur une autre, de pallier la disproportion entre le prix du travail et le prix des denrées. Il établit pour mieux remplir ce rôle une nomenclature complète des métiers par spécialité, codée simplement par un numéro d'ordre. L'intérêt est donc multiple : empêcher le gaspillage des fonds de secours, prévenir des offres de travail faisant baisser les salaires, obtenir des renseignements précis pour ne faire déplacer les ouvriers qu'à coup sûr. C'est aussi un outil de lutte contre les effets des crises économiques, de lutte contre les « jaunes » en cas de grève, en faisant le vide autour de la Bourse considérée.

De plus, pour armer professionnellement les travailleurs de l'époque, et c'est là **deuxième catégorie** de services des Bourses, ils avaient mis en place un enseignement aussi bien social que technique. L'enseignement veut réaliser le vœu des fondateurs de l'Union syndicale ouvrière réunis à l'exposition universelle de Lyon, en 1872, à savoir l'affranchissement collectif et simultané des travailleurs. Cet enseignement se compose de deux catégories : **1.** limité à l'enseignement professionnel, théorique et pratique, pour faire du manœuvre un collaborateur intelligent de la machine; **2.** un enseignement éclectique, exemple : Nîmes dispense des cours d'arithmétique, de géométrie, de croquis coté, de mécanique, de comptabilité, de géographie commerciale, d'hygiène et de législation, mais également d'espagnol, de médecine et de chirurgie pratiques, d'é-

conomie politique et sociale, de sociologie, de philosophie. Existente aussi musée du travail, presse corporative, cours de dessin technique... J'en passe et des meilleures – notamment à long terme éduquer les ouvriers pour une autonomie nécessaire à la gestion en propre des affaires de la future société – tout cela géré par un autre office, appelé Office central de renseignements économiques collectant les innovations technologiques et les expériences de toute sorte et veillant à informer les sociétaires des progrès accomplis par la production afin de les détourner des expériences stériles ou de leur suggérer des innovations fécondes pour faire profiter les uns de la réussite des autres. Cela va jusqu'à l'examen des sociétés existantes ou récemment dissoutes (sociétés de secours mutuels, coopérative de production, coopérative de consommation, coopérative d'épargne et prévoyance, etc.) pour chercher les causes de leur prospérité ou de leur dégénérescence.

Pour faire savoir aux ouvriers les détails de cette œuvre, nos syndicalistes avaient développé une presse corporative, faite de la collecte des bulletins de chaque Bourse, en vue de présenter le « reflet de l'homme au travail lui donnant la sensation de vivre ». Cependant, « ces publications n'ont point compris ou su remplir leur rôle ». (F. Pelloutier)

Nos amis avaient pensé à un **troisième grand service**, le service de propagande, divisé, pour l'adapter au milieu, en branches professionnelles : industrielle, agricole, maritime; ils avaient également pensé à une alliance avec les coopératives pour bénéficier de leur « sens commercial et administratif » et de leur production, afin d'améliorer par-là le pouvoir d'achat de leurs associés.

Pour organiser la propagande, l'activité syndicale est divisée en deux

branches :

– L'une prenant en compte le court terme, à savoir la défense contre l'exploitation, la diminution du temps de travail, le relèvement des salaires. L'exploitation capitaliste ayant un caractère particulier selon chaque profession, il faut examiner les exigences pour éviter d'aller jusqu'à la fermeture des ateliers, c'est-à-dire proportionner les intérêts immédiats à la nécessité de conserver l'outil de travail, outil d'existence. En résulte une organisation corporative par niveaux territoriaux en union locale, union régionale, union nationale, union internationale.

– L'autre branche de l'activité syndicale prend en compte le long terme, à savoir bâtir un état social, soit en déterminant scientifiquement la valeur des choses, soit en supprimant toute valeur, l'effort collectif assurant l'existence de tous et rendant inutiles les rouages intermédiaires administratifs ou politiques.

Car, aujourd'hui, l'exploitation est toujours maîtresse du champ social, il convient donc de la supprimer et pour cela supprimer tout échange marchand en répartissant les produits gratuitement selon les besoins de la consommation. L'objectif final est de faire la preuve de sa capacité à s'affranchir. En résulte une organisation d'union nationale des divers syndicats pour éviter les particularismes des corporations.

On ne s'en tient pas là : non seulement **un service de résistance** assurait la solidarité au moyen, là aussi, de caisses de grèves, mais il montait des coups pour faire de l'agitation politique contre les projets de loi antiprolétaires. Plus, entre nous, ils n'avaient pas du tout renoncé à « foutre en l'air le vieux monde » et, quelque temps après la mort de Pelloutier, on vit surgir, avec la Charte d'Amiens qui posait l'indépendance syndicale par rapport au politique, l'idée de

grève générale expropriatrice que le bureau confédéral de la CGT, en 1908, tentera de mettre en pratique, ce qui lui coûtera la prison. La même année, on compte 157 Bourses sur le territoire national regroupant plus d'une centaine de syndicats, c'est-à-dire largement plus de la moitié de l'ensemble des syndicats existants.

Gina : Tu m'en apprends des choses ! Moi qui croyais que les anars n'étaient que de fieffés individualistes !... Mais pourquoi tout cela a disparu, ou plutôt comment ?

Les causes du déclin des Bourses

Moi : Cependant, peu après la mort de leur secrétaire général, les Bourses vont décliner, d'autant que les fédérations syndicales et les Bourses du travail fusionnent et fondent la CGT en 1902, à Montpellier, l'activité purement syndicale prenant désormais le pas sur l'œuvre constructive des Bourses.

Figure-toi, Gina, que l'histoire se répète. Comme aujourd'hui, ce sont des politiciens de gauche, Waldeck-Rousseau, Briand, Clemenceau, aidés par leurs élus et les partis qui, en combinant lois sociales et répression, ont fini par ôter aux prolétaires organisés les outils de leur autonomie et, du même coup, ôter aux anarchosyndicalistes l'influence qu'ils avaient su acquérir à force de dévouement et d'efficacité auprès des travailleurs. Ils avaient trop peur que leur fonds électoral, si j'ose dire, leur fasse défaut au point de les rendre à jamais inutiles. Il suffit de faire l'inventaire succinct, dans l'ordre chronologique, des lois qui cherchent ou à réglementer ou à instituer d'une façon ou d'une autre. Exemple : après la loi de 1884, sur les « libertés syndicales », tentative de sup-

pléer au rôle rempli par les Bourses en 1899, suppression en 1904 des bureaux de placement payants pour mieux assurer l'emprise gouvernementale, laquelle sera effective en 1906 par la création du ministère du Travail ; suivent alors les lois « sociales » de 1909-1910 sur la garantie de l'emploi pour les femmes en couches et les retraites ouvrières et paysannes et, pour finir, la loi de 1919 sur la création de l'enseignement technique. Ainsi l'État confie à son administration les tâches de placement, d'enseignement, d'assurances sociales, et s'impose comme troisième interlocuteur dans les négociations nationales au côté des syndicats et du patronat. Il devient peu à peu l'État-providence, se rendant indispensable et rendant une partie du peuple dépendant de son assistance.

Quant au patronat, il impose – profitant de la Première Guerre mondiale et des bouleversements à tous niveaux qu'elle implique – une nouvelle structuration de la production industrielle, dans le sens de la production de masse que nous avons nous-mêmes connue. Sans développer la comparaison entre anciennes et nouvelles structures, ce qui ferait oublier l'essentiel de notre propos, il suffit de savoir que l'industrie d'avant-guerre, dans l'état de développement où elle se trouvait, avait besoin d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, main-d'œuvre recrutée comme par hasard (mais, comme on sait, celui-ci fait parfois bien les choses) dans la catégorie professionnelle des artisans prolétarisés par la croissance même de l'industrie. Le hic, pour le patronat de l'époque, c'est que ces artisans-là, en plus de leurs compétences professionnelles, ont une conscience de classe et une culture générale, d'où une capacité de s'organiser pour s'opposer à leurs adversaires de la classe dominante.

Le début du xx^e siècle (penser au fordisme) va connaître après la Première Guerre mondiale un bouleversement complet et conjoint des méthodes de production et des conditions de travail. Le progrès technique et la nouvelle organisation de la production font que les machines (où les constructeurs copient le « tour de main » des artisans) ont de moins en moins besoin de main-d'œuvre qualifiée et attirent l'entrée en masse de manœuvres dits ouvriers spécialisés et de femmes, sans culture ouvrière et sans maîtrise préalable d'un bagage professionnel. L'organisation de cette masse prolétaire se fera alors par les syndicats d'industrie, où les métiers ne sont plus distingués – puisque, aussi bien, le processus de production est volontairement parcellisé – par grandes entreprises et grandes branches industrielles, configuration qui subsiste encore largement de nos jours. Il ne manquera alors au patronat que de comprendre qu'en mettant ces bataillons inorganisés et peu conscients au travail il injectait de gros suppléments de pouvoir d'achat permettant, par là même, la création et la croissance d'une consommation de masse. C'était mettre en œuvre ainsi le processus des vases communicants entre production et consommation et solutionner du même coup le problème d'écoulement de la production.

Ainsi, a été menée et réussie l'intégration de la classe ouvrière. Ainsi, l'espérance des syndicalistes révolutionnaires – auxquels successivement les partis rivaux du tronc commun socialiste, l'État et le patronat avaient enlevé leurs armes, pour mieux assurer leur emprise sur l'ensemble de travailleurs –, espérance d'un autre futur entre libres, égaux et solidaires fut peu à peu laminée.

Et maintenant ?

Qu'y a-t-il de changé, au fond, aujourd'hui dans cette méthode qui a fait les preuves de son efficacité et qui a été petit à petit étendue à d'autres secteurs de la production, comme celui des services ? Peu de choses sans doute¹, sauf qu'il y a peu de forces syndicales alternatives et qu'il n'y a plus de mouvement ouvrier voulant un changement radical de société.²

Or le modèle proudhonien d'autogestion serait, à mon sens, encore faisable ne serait-ce que (à titre transitoire dirait Pelloutier) pour assurer la continuité du système productif indispensable à la population pendant une période de crise aiguë, toujours possible, de l'organisation capitaliste. Encore faudrait-il que le dernier carré d'irréductibles qui croient possible ce schéma alternatif se rassemble – vaste problème qu'il n'a réussi à solutionner que sporadiquement et éphémèrement depuis la fin du XIX^e siècle, mais c'est un autre débat qu'il faudra bien finir par trancher – et s'unisse pour adapter les grands principes théoriques au cadre de la civilisation contemporaine en essayant de rebâtir un mythe pour le XXI^e siècle.³

Je laisse à mes interlocuteurs, et ici à mes lecteurs, le soin d'y réfléchir et d'en tirer les leçons pour leur combat en défense des libertés, prolétariennes certes, mais aussi comme on l'a vu, républicaines.

Georges Matéos



Reinaldo : sculpture sur bois. Photographie Claude Venezia

1. Pour moi pas grand-chose, et c'est ce que j'ai essayé de montrer dans l'étude parue dans le n° 1 de *Réfractons* sur mon « Expérience libertaire du progrès technologique ».

2. *Atlas des Français*, 2002. Autrement : la communauté ouvrière, homogène, en même temps consciente d'être le principal acteur de la société au nom de son utilité sociale, capable d'affronter la domination patronale au nom de son travail productif, a disparu, tout comme ses mouvements qui associaient deux sortes de lutte : les travailleurs contre leurs patrons et le peuple contre l'élite dirigeante.

3. Il est évident pour tous qu'au vieux couple proudhonien, il conviendrait d'ajouter un troisième élément, apparié à chacun des deux autres, l'élément naturel. On obtiendrait ainsi un trinôme intégré : économie, politique et écologie. Que serait alors cette autogestion ?

Je ne suis pas prophète et je ne sais ce que nous réservent les marmites du futur même proche. D'ailleurs je ne veux pas le savoir ! Non, je ne le veux pas car anticiper l'avenir serait châtrer la liberté de ce qui peut naître et qui serait à nul autre pareil !

C'est donc mon petit-fils Léo qui m'a conté ce qui suit :

« Un jour de printemps, par quelque catastrophe inexplicable que le moteur perpétuel qui nous entraînait tous avait fini par produire en dépassant quelque seuil, voilà que des sons se font jour. Des sons, isolés d'abord, déjà entendus avant mais aussitôt oubliés, se répètent, puis se répondent de plus en plus fort jusqu'à s'amplifier de telle manière qu'ils font tinter les cloches des églises et des écoles qui, si elles tintent d'abord, se mettent peu à peu par ce même effet d'entraînement à gronder ensemble à toute volée, tout cela faisant bourdonner l'air de milliards de notes harmonisées. Et voilà que, par cet effet quasi miraculeux, tous les moteurs qui mécaniques, qui électriques, qui électroniques, etc. dont l'industrie nous a saturés depuis un siècle et demi, se mettent progressivement à baisser d'intensité : du gueulement continu remplissant les places et les voies de nos villes, voilà qu'ils en viennent à murmurer, puis à tousser jusqu'à toussoter et finir par fermer définitivement leurs gueules ! Pire, comme par prodige – mais en fait parce que les particules atomiques de base qui tournaient au hasard en mouvement brownien s'étaient mises grâce à la résonance ambiante à danser en cadence – le métal, oui tout le métal volé à la terre par les hommes raisonnables et efficaces, se met à rouiller presque instantanément (atteint dira-t-on par un sida-métal) en finissant par fondre en de misérables petites billes coulant doucement dans les caniveaux pour disparaître dans les

égouts. Catastrophe inimaginable pour tous ceux qui avaient le monopole légitime des armes pour faire régner l'ordre partout, leurs moyens de défense étant annulés, les guerres s'arrêtant, ils couraient tous se mettre aux abris. (On vit même Tsahal ridiculisée, les servants des chars israéliens se retrouvant violemment le cul par terre sur des morceaux de tissu, de cuir et de plastique, ne tenant plus dans leurs mains que des filets de morve métallique, les canons des chars et des batteries pendouillant comme des nouilles recuites.) Catastrophe inimaginable pour ceux qui avaient le monopole, hérité depuis des millénaires, du commerce avec les dieux, voilà que les coupes des grands édifices en fondant brutalement ne les protégeaient plus ; oui, ils étaient d'un seul coup sans couvre-chef (comme quand la tramontane avait brutalement décoiffé de sa tiare l'archevêque de M*** qui bénissait les bateaux pour la Saint-Pierre), cela leur faisait craindre que le ciel ne leur tombe sur la tête, avec les cloches qui certes se détruisaient, mais sans que le grondement extraordinaire qu'elles avaient contribué à créer s'arrête car l'écho engendré se répétait sans fin et désormais sans cause initiale ; de même les métaux précieux qui décoraient somptueusement maints édifices en s'évaporant avaient fait retourner à son corps défendant (elle qui s'est tant défendue du corps) l'Église à son vœu de pauvreté originel, et du même coup lui faisait perdre son emprise spirituelle sur les foules des pauvres, superstitieux et impressionnés jusqu'alors par ses pompes et ses œuvres. Catastrophe inimaginable pour ceux qui détenaient le monopole légitime de battre monnaie car tous les métaux précieux ayant fondu ne pouvaient plus servir de gage aux billets de banque, faisant d'eux comme autant de petits tigres de papier bons à amuser les petits enfants. Les moyens de transport, fabriqués avec du métal et mus par des moteurs, terminaient évidemment là leurs courses incessantes et rendaient les échanges marchands impossibles et vains.

Alors les gens, qui ne s'entendaient plus depuis longtemps dans ce vacarme de moteurs et qui, pour y résister, s'étaient enfermés chez eux pour entendre le blablabla des télé et regarder le sautillerment ininterrompu des images, ces gens, enchantés jusqu'alors par ce spectacle hypnotique, sortent spontanément tous ensemble dans la rue et se parlent, se touchent du doigt, rient, emportés par le torrent musical ambiant qui ne les empêche pourtant pas de s'écouter et de communiquer, voire de sautiller sur place, certains s'unissant en groupes faisant la ronde avec les enfants hurlant d'allégresse, et cela pendant des heures. En même temps, les prisonniers sortent des cellules sans barreaux et sans gardiens (cours se mettre aux abris comme on l'a déjà dit) ;

les sans-papiers passent les frontières ou se décident à rester chez eux; les sans-travail, n'ayant plus besoin d'argent comme d'ailleurs les actifs, sont nourris et logés gratis, et pour cause.

Cette énorme débauche d'énergie pure montant en volutes gigantesques gagne de ville en ville avec la célérité de la lumière (on était bien au siècle de la Lumière et de la Vitesse), une part de ces volutes remontant le cheminement à perte de vue des câbles téléphoniques, télévisoniques, électriques, électroniques, etc. les détruisant à mesure, poussant leur course du nord au sud jusqu'à l'équateur et même au-delà. C'est la fin d'un certain monde, la mort d'une civilisation de la réussite à tout prix, la réussite suicidaire.

Au plus fort de ce mouvement advient le choc, énorme, jamais produit dans le temps du

globe terrestre depuis son autocréation. Comme l'hémisphère sud est à ce même moment plus froid que le nord, la différence de gradient entre les deux génère un mouvement bizarre, bizarre car la Terre s'arrête de tourner pour rester quelques minutes immobile, puis elle repart en sens inverse, puis elle hésite encore ne sachant décidément plus à quel saint Pôle se vouer et finalement trouve son mouvement définitif en oscillant doucement dans un sens, puis dans l'autre, comme dansant sur un pas rythmé, ce bercement qui n'a plus de cesse faisant crier tout le monde, à l'unisson, d'un seul et même cri : on est réveillé! On est libéré! »

Poème détourné de Charles Baudelaire
 (« Recueillement ») par Georges Matéos

• Sois sage, ô ma Douleur, et tiens-toi plus tranquille.
 • Tu voulais le Grand Soir ; il descend ; le voici ;
 • Une atmosphère obscure enveloppe la ville,
 • Aux uns portant Le Pen, aux autres le souci.
 •
 • Pendant que des mortels la multitude vile,
 • Sous le fouet du Pouvoir, ce bourreau sans merci,
 • Va cueillir des remords dans la fête servile,
 • Ma Douceur, donne-moi la main ; viens par ici,
 •
 • Loin d'eux. Vois se pencher les défuntes Armées,
 • Sur les balcons du ciel, en tenues surannées ;
 • Surgir du fond des beaufs le Chirac souriant ;
 •
 • Puis Le Pen moribond s'endormir sous une arche,
 • Et, comme un long linceul traînant à l'Orient,
 • Entends, ma chère, entends notre anarchie qui marche.

Après un dialogue introductif entre trois personnes au sujet des élections présidentielles, il est tenté une explication historique (et théorique) des sources de l'abstention (politique) anarchiste, datant des premiers pas du syndicalisme révolutionnaire à la naissance de la III^e République, reliée à l'alternative (économique) des Bourses du travail. L'œuvre créative des bourses est décrite à grands traits, suivie d'une analyse schématique des causes de leur disparition où est noté en conclusion le parallélisme entre la nocivité des politiciens de gauche d'hier et d'aujourd'hui. Un essai d'imaginaire subversif est osé, en appendice, pour suggérer l'indispensable mythe du XXI^e siècle.

After an introductory dialogue between three people about the French presidential elections, an historical (and theoretical) explanation is offered about the anarchist (political) abstention, which dates from the beginnings of the 3rd Republic and was linked to the (economic) alternative of the Bourses du travail. A cursory view of the Bourses creative effort is presented. This is followed by a brief analysis of the causes of its cessation. The conclusion compares the harmfulness of past and contemporary left politicians. The appendix refers to the subversive imagination in order to suggest the indispensable myth for the 21st century.

Georges Matéos